

LES FAITS MARQUANTS DE LA RDP-22: JEUDI 11 NOVEMBRE 2010

La réunion préparatoire de la RdP-22 du Protocole de Montréal s'est tenue pour sa quatrième journée à Bangkok, Thaïlande, le jeudi 11 novembre 2010.

Le matin, les délégués ont assisté à l'ouverture de la réunion de haut niveau. Ils se sont ensuite réunis en séance plénière pendant toute la journée pour entendre les exposés des chefs de délégation.

Des groupes de contact sur la destruction des SACO, sur les utilisations du bromure de méthyle pour la quarantaine et les procédures d'avant expédition et sur le cadre de référence de l'évaluation du mécanisme de financement et de la reconstitution du Fonds multilatéral, un groupe informel sur les alternatives à faible PRG et le Comité du budget se sont réunis toute la journée.

OUVERTURE DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU

Michael Church, ministre de l'environnement (Grenade) et président de la RdP-21, a salué la ratification universelle du Protocole et a appelé les quelques parties qui n'ont pas ratifié les amendements à le faire dans les meilleurs délais.

Le secrétaire exécutif, Marco González, parlant au nom du Secrétaire exécutif du PNUE, Achim Steiner, a remercié le gouvernement de Thaïlande pour l'accueil réservé à la réunion. Il a souligné que les parties au Protocole de Montréal ont non seulement réussi à protéger la couche d'ozone, mais ont aussi contribué à la protection du système climatique mondial, et a appelé les parties à redoubler d'efforts. Il a rendu hommage à Madhava Sarma, ancien Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone, et à deux autres membres éminents de la communauté de l'ozone, décédés récemment. Les participants ont observé une minute de silence pour exprimer leurs condoléances. González a également exprimé son appréciation pour les contributions apportées par le coprésident du GETE, José Pons Pons, le coprésident du GEEE, Jan van der Leun et le chef de la branche Action Ozone du PNUE, Rajendra Shende, qui prennent leur retraite.

Trairong Suwankiri, vice-premier ministre (Thaïlande), a ouvert la réunion de haut niveau de la RdP-22, et a mis en exergue le succès accompli par la Thaïlande dans l'élimination progressive de plus de 10.000 tonnes de CFC. Il a précisé que les questions les plus importantes examinées par la RdP-22 sont les suivantes: le cadre de référence de l'étude du GETE concernant la reconstitution du FML; les propositions d'amendement concernant les HFC; et la question de la destruction des SACO.

LES QUESTIONS D'ORGANISATION

La RdP-22 a été par acclamation Steven Reeves (Royaume-Uni), Président; Hassen Hannachi (Tunisie), Abid Ali (Pakistan) et Sonja Ruzin (Serbie) en tant que vice-présidents, et Michael Church (Grenade) en tant que rapporteur. Les délégués ont également adopté l'ordre du jour (UNEP/OzL.Pro.22/1/Add.1).

Le président de la RdP-22, Reeves, a encouragé les participants à présenter les documents de vérification des pouvoirs non encore soumis, au Secrétariat.

EXPOSES DES GROUPES D'EVALUATION SUR LEUR EVALUATION QUADRIENNALE

Signalant que le résumé a été publié et que le rapport intégral sera disponible début 2011, Le coprésident du GES, AR Ravishankara (Etats-Unis) a souligné que les conclusions du GES renforcent ses conclusions de 2004, que le Protocole de Montréal est en train de réaliser ses objectifs.

La coprésidente du GEEE, Janet Bornman (Danemark), a présenté les conclusions du GEEE sur les liens entre le changement climatique, l'appauvrissement de la couche d'ozone et le rayonnement UV, soulignant, entre autres enjeux, la santé humaine, les écosystèmes terrestres et aquatiques et les cycles biogéochimiques.

Le coprésident du GETE, Lambert Kuijpers (Pays-Bas) a présenté le rapport d'évaluation préliminaire du GETE, et a décrit le contenu de chaque rapport du CCT. Au cours d'une brève séance consacrée aux questions, les participants ont discuté de l'échelle de classification du PRG, proposée par le GETE, et des HCFC dans le secteur des mousses.

EXPOSE DU FONDS MULTILATERAL

Le président du Comité exécutif, Ernesto Javier Camargo Cubillos (Colombie), a présenté les travaux des trois dernières réunions du Comité exécutif (UNEP/OzL/Pro.22/8). Il a souligné, entre autres aspects: les progrès accomplis sur la question du financement destiné à soutenir l'élimination accélérée des HCFC; les fonds supplémentaires destinés au soutien des solutions de rechange à faible PRG des HCFC; et l'élaboration d'un indicateur d'impact climatique du FML pour l'évaluation des technologies de remplacement des HCFC.

Il a souligné les efforts déployés par le PNUD, le PNUE, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Banque mondiale, pour aider à la mise en œuvre du Protocole, en particulier dans les pays visés à l'Article 5. Il a mis en relief, entre autres, les travaux sur l'élimination des HCFC et les systèmes de licences, les projets de destruction de SACO, et les utilisations possibles des marchés du carbone.

LES DECLARATIONS DES CHEFS DE DELEGATION

GRENADE a réitéré son soutien à l'idée d'élever le poste de Secrétaire exécutif du Secrétariat de l'ozone au rang de SSG. Le JAPON a souligné que l'idée d'accorder à toutes les parties des incitations pour le traitement des SACO, doit être explorée, et que le champ d'application du FML doit être clair pour éviter les doubles emplois. Le délégué des ETATS-UNIS a souligné l'impératif d'éviter le risque de défaire les réalisations du Protocole et a souligné que son pays ne tolérerait pas l'inaction sur la base de prétextes bureaucratiques. L'INDONESIE a souligné son engagement en faveur de l'élimination des HCFC, a souligné la nécessité de réduire la dépendance des aéronefs à l'égard des halons et a offert d'accueillir la RdP-23. L'OUGANDA a déclaré que les réseaux disponibles qui luttent contre le commerce illicite des SACO doivent être renforcés aux niveaux national et régional.

L'ARMENIE a décrit ses efforts visant à éliminer progressivement la consommation de SACO. La BOSNIE-HERZEGOVINE a expliqué qu'elle a éliminé 250 tonnes de

CFC et qu'elle a lancé la mise en œuvre de son plan de gestion des HCFC. Le délégué du ZIMBABWE a signalé que son pays ne dispose pas d'options d'élimination viables des SACO, à indiqué qu'une installation mobile de destruction des SACO était nécessaire au pays, et a fait la promotion des réfrigérants naturels. Le LAOS a exposé le travail qu'il a accompli dans l'élaboration de son plan de gestion des HCFC. Soulignant l'importance de traiter la question de la destruction des SACO, l'UE a souligné que des voies de collaboration novatrices dans le traitement des banques, permettant de saisir les avantages offerts par la lutte contre le changement climatique, sont nécessaires. SAMOA et les ILES SALOMON ont souligné le besoin d'une assistance dans le domaine de la destruction des SACO, et ont exprimé leur intérêt à travailler avec d'autres pays insulaires du Pacifique, sur cet effet.

La SERBIE a décrit le travail de sensibilisation accompli par son gouvernement avec le ministère de l'éducation sur la question de la couche d'ozone. L'INDE a souligné que de nombreuses questions de politique concernant le financement de l'élimination des HCFC restent encore à résoudre, et a souligné que les HFC sont en dehors du champ d'application du Protocole. Soulignant l'étendue des travaux à venir du Protocole, le KENYA a appelé toutes les parties à être prêtes au compromis. La MONGOLIE a souligné l'importance de l'implication de la communauté des affaires dans le respect des engagements du Protocole. Le MALAWI a décrit ses efforts dans le domaine de l'élimination du bromure de méthyle dans le secteur agricole.

BAHREIN a fait part de son intérêt pour le soutien de la proposition d'amendement concernant les HFC. La REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO s'est dite préoccupée par le faible niveau de financement des activités ayant trait aux HCFC, en raison des récentes décisions prises par le Comité exécutif. Le FSM a déclaré que la meilleure raison de l'élimination des HFC est "le fait que nous le pouvons." L'ANGOLA a décrit une initiative proposée pour la prévention du commerce illicite avec les pays voisins. La NOUVELLE ZELANDE a décrit ses efforts visant à concilier les priorités de biosécurité avec la protection de la couche d'ozone, à travers la saisie du bromure de méthyle utilisé pour la quarantaine et les procédures d'avant expédition. Décivant la reconversion d'une usine de mousse, la REPUBLIQUE DOMINICAINE a précisé qu'il s'agissait là d'une activité clé dans le cadre de l'élimination des HCFC.

LES GROUPES DE CONTACT

Le mécanisme financier: L'après-midi, les délégués se sont réunis pour poursuivre l'examen du texte du cadre de référence pour l'évaluation du mécanisme de financement et la reconstitution du Fonds multilatéral. Au cours de la séance ouverte consacrée à la question de la reconstitution du FML, aucun consensus n'a pu être atteint sur les libellés encore entre crochets, mais les participants ont convenu d'examiner un texte de compromis proposé par une partie et de reprendre la question dans une séance ultérieure.

Les parties ont ensuite débattu des questions d'évaluation encore en suspens, dans une séance tenue à huis clos. Les délégués ont examiné les questions opérationnelles, y compris les questions touchant aux budgets et le point de savoir qui devrait effectuer l'évaluation. Ils ont également examiné le texte de l'annexe et ont décidé d'examiner quelques libellés de compromis élaborés lors de consultations officieuses. Le groupe a décidé de se réunir à nouveau vendredi, dans un effort pour achever ses travaux.

La destruction des SACO: Ce groupe de contact s'est réuni jeudi pour reprendre l'examen du projet de décision concernant la gestion écologiquement rationnelle des SACO (UNEP/OzL. Pro.22/3 XXII /L). Les délégués ont décidé de supprimer un paragraphe demandant au Comité exécutif d'envisager le financement de projets de destruction économiques durant la prochaine période de reconstitution.

Les délégués ont ensuite discuté de possibilités de financement supplémentaires pour la gestion des banques de SACO. De nombreux pays industrialisés parties ont rappelé le séminaire sur la gestion rationnelle des SACO, tenu en juillet 2010, et ont appelé à intégrer le FEM en tant que source de financement, soulignant les possibilités de partenariat et de cofinancement que le FEM présente. Désapprouvant cela et appelant à l'élimination de toutes les références au FEM, un pays en développement partie a fait part de sa crainte du risque de voir le FEM accorder une plus grande priorité à d'autres AEM dans leurs reconstitutions actuelles et futures, signalant qu'il n'a pas fourni de financement adéquat pour la destruction des SACO dans le passé. Le délégué a ajouté que tous les fonds destinés à la destruction des SACO devraient provenir du FML. Le Secrétariat a informé les parties que, bien que la reconstitution du FEM ne soit pas "solide comme on l'espérait", il y a peut-être encore un

petit financement disponible pour un éventuel investissement dans les projets de destruction de SACO si, entre autres, une destruction de POP pouvait être effectuée simultanément. Essayant de sortir de l'impasse, un pays industrialisé partie a suggéré d'inviter les parties à explorer les nombreuses opportunités possibles de ressources financières et de synergies, décrites dans le document et dans les exposés du séminaire sur la gestion rationnelle des banques de SACO.

L'après-midi, signalant qu'aucun consensus n'a pu être atteint sur la décision, le groupe de contact a suspendu la discussion. Les participants ont convenu de se réunir à nouveau brièvement le vendredi pour discuter de la voie à suivre dans les sessions à venir.

Les utilisations du bromure de méthyle pour la quarantaine et les procédures d'avant-expédition: Coprésidé par Robyn Washbourne (Nouvelle-Zélande) et Tri Widayati (Indonésie), le groupe de contact sur les utilisations du bromure de méthyle pour les procédures de QAE s'est réuni jeudi après-midi.

L'UE a présenté une version révisée du document de séance consacré à ce thème. Certaines parties n'ont pas accepté les références à l'élaboration d'une vision stratégique sur l'utilisation du bromure de méthyle pour la quarantaine, ou à l'encouragement des parties à présenter des rapports sur les principales catégories d'utilisation du bromure de méthyle. Aucun consensus n'a été atteint sur ces questions.

Le Comité du budget: Ce groupe de contact a poursuivi l'examen de la proposition, amendée par le Secrétariat, de relever le poste de Secrétaire exécutif au rang de SSG, dans laquelle, a-t-il précisé, il a été tenu compte des préoccupations de toutes les parties. Un pays industrialisé partie a réitéré son incapacité d'approuver ce reclassement, et a préféré que le libellé demeure d'ordre général pour permettre au président du Bureau de la RdP-21 de disposer d'un "large éventail d'options pour la prorogation" du mandat du Secrétaire exécutif. Le Comité a convenu d'ajouter une note sur la ligne budgétaire du Secrétaire exécutif (UNEP/OzL.Pro.22/4), priant le directeur exécutif du PNUÉ et le Secrétaire général "d'étudier tous les moyens de maintenir l'actuel Secrétaire exécutif jusqu'en 2015", supprimant la référence à l'élévation au rang de SSG.

Les délégués ont également discuté du projet de décision du Secrétariat sur les questions financières. Au sujet du financement de l'évaluation du mécanisme financier, un délégué a informé les participants que les discussions actuelles dans le groupe de contact sur le mécanisme de financement indiquent que les fonds nécessaires peuvent provenir, soit des prélèvements autorisés par les parties, soit du FML. Un délégué a informé les délégués d'une autre option, proposée par le groupe sur le cadre de référence, confiant l'évaluation à l'unité d'inspection conjointe de l'ONU. Les délégués ont convenu de finaliser les délibérations lorsque le groupe de contact sur le mécanisme financier aura achevé ses travaux.

Le Groupe informel sur les alternatives à faible PRG: Coprésidé par Blaise Horisberger (Suisse) et Leslie Smith (Grenade), le groupe informel sur les alternatives à faible PRG aux SACO s'est réuni brièvement jeudi après-midi.

Expliquant qu'il a consulté plusieurs parties, le coprésident Horisberger a présenté un projet de décision demandant au GETE "d'examiner et d'actualiser le rapport conformément à la décision XXI/9 et de présenter un rapport préliminaire à la GTCNL-31 et un rapport final à la RdP-23", et le groupe informel a approuvé. Le groupe a également approuvé un projet de rapport factuel sur ses travaux, qui énonce la décision du groupe de poursuivre les discussions à la GTCNL-31.

DANS LES COULOIRS

Jeudi, au moment où s'ouvrait la réunion de haut niveau avec des danseurs thaïs hauts en couleurs, de nombreux délégués n'étaient pas dans la salle des séances plénières, mais réunis en parallèle pour résoudre les questions en suspens soumises aux groupes de contact. En référence à cette diligence apparente, certains délégués en étaient à se demander à quelle fin? En dépit de longues délibérations dans plusieurs groupes, des crochets restaient encore autour de questions clés, et sur leur chemin vers la réception culturelle nocturne qui les attendaient, certains délégués en étaient à s'interroger sur le point de savoir si leur travail durant la semaine écoulée allait conduire à la résolution de plusieurs (ou d'une quelconque) question(s) importante(s).

COMPTE RENDU FINAL DU ENB: Le numéro du Earth Negotiations Bulletin consacré à la synthèse et analyse de la RdP-22 sera disponible en ligne dès le lundi 15 novembre 2010 à l'adresse: <http://www.iisd.ca/ozone/mop22/>